

4^e

CONGRÈS

des études sur le Moyen-Orient
et les mondes musulmans

28 juin - 2 juillet 2021



Atelier 30

Les bouleversements sociopolitiques post-2011 dans le monde arabe au prisme du genre

De nombreuses recherches mettent en lumière le rôle des femmes dans les mobilisations qui ont précédé et suivi les « printemps arabes » (Benzenine, 2016 ; Bonnet, 2013 ; Gillot et Martinez, 2016). D'autres travaux soutiennent que les processus électoraux post-2011, et notamment l'arrivée au pouvoir des islamistes, ont permis dans plusieurs pays un accès plus large des femmes à l'espace politique (Latte Abdallah, 2013, Pepicelli, 2011; Munteanu, 2020). Plusieurs études soulignent en revanche que les processus politiques post-2011 ont favorisé une remise en cause des droits des femmes (libertés individuelles, droit à l'avortement, droit au travail), associée à un contrôle renforcé de leur comportement et de leur corps (Debuysere, 2016; Gana et Sigillo, 2019).

Dans le contexte des crises sociale, politique et économique, générées par les bouleversements post-révoltes arabes, l'évolution du statut et de la situation des femmes semble être marquée par un paradoxe, lié d'une part à la réactivation des normes sociales patriarcales et à référent religieux, d'autre part aux résistances et mobilisations des femmes pour préserver leurs acquis, faire avancer leurs droits et conquérir de nouvelles positions dans l'espace public.

Ce panel propose d'explorer les dynamiques de genre en Afrique du Nord comme révélateur des paradoxes du changement sociopolitique post-2011. Nous sollicitons des communications basées sur des matériaux empiriques et abordant de manière critique les thèmes de la participation des femmes à l'espace politique, de leur intégration économique, des mobilisations féminines islamistes, de la place des femmes dans le mouvement social et les luttes pour les droits civils et politiques, etc.

Responsable et discutante : Alia Gana (CNRS, UMR LADYSS)

Programme de l'atelier

Belkacem Benzenine (Centre de recherche en Anthropologie sociale et culturelle, CRASC)

Les femmes algériennes et le « Hirak » : les enjeux de l'égalité des sexes dans un contexte de contestation

Si les femmes algériennes étaient nombreuses à se mobiliser dès le 22 février 2019 pour manifester en faveur d'une Algérie nouvelle, la question de l'égalité des sexes ne semblait pas faire l'unanimité ni dans l'opinion publique, ni dans les différentes plateformes de revendication émanant des principaux acteurs (partis politiques et société civile). Cette communication s'appuie sur des entretiens avec des militantes algériennes pour discuter les formes et les objectifs de l'engagement des femmes pendant le « Hirak ». Elle a pour objectif de comprendre pourquoi la cause des femmes n'a pas pris « grande » place dans le débat public. Seront mis en évidence le discours et les conceptions des acteurs politiques quant à la question de l'égalité des sexes et du statut de la femme dans le contexte de la contestation politique.

Naïma Bouras (Université Lumière Lyon 2, CEDEJ)

Les femmes salafistes dans le processus révolutionnaire en Égypte : reconfiguration des rôles dans la réalisation du projet islamique

En 2011, les premières élections post-révolution se démarquèrent par un système de quota nouveau qui impose aux partis politiques de désigner dans chaque liste de parti un membre femme. Ce système qui voulait donner aux femmes plus de chance d'être élues au Parlement a en réalité permis une plus grande visibilité des femmes islamistes dans le champ politique. Leurs premières revendications allaient dans le sens de la remise en cause des droits acquis par les mouvements féministes. Notamment les droits acquis grâce aux luttes menées par les membres du Conseil National des femmes, au motif que cet organisme soit dirigé par la femme du président déchu, Suzanne Mubarak. Dans les espaces publics, les altercations étaient visibles durant la période révolutionnaire. Ces altercations étaient matérialisées, côté salafiste, par un dynamisme fort des femmes du parti al-Nûr, actives dans les espaces publics et médiatiques. Notre présentation propose d'analyser la rhétorique conservatrice des femmes salafistes portant un discours de libération des femmes musulmanes « opprimées » par le modèle occidental. Une rhétorique nouvelle émerge chez les femmes islamistes qui s'inscrit dans la continuité du modèle du discours sur la femme moderne musulmane développé dans les années 70 et 80, lors du réveil islamique.

Selma Hajri (Association de recherche-action Tawhida Ben Cheikh)

Le droit à la contraception et à l'avortement en Tunisie : des acquis malmenés par la révolution ?

Alors que les organisations de défense des droits humains nourrissaient l'espoir de voir progresser le statut des femmes après 2011, la montée au pouvoir de formations politiques conservatrices (islamistes) a freiné, voire verrouillé, les processus permettant de réelles avancées, en dehors d'une participation accrue à la vie politique. Bien plus, dans plusieurs pays, les acquis semblent être remis en cause, comme le droit à la contraception et à l'avortement, droit phare permettant aux femmes de contrôler leur fertilité et de disposer de leur corps. Force est en effet de constater que les dynamiques générées par les « printemps arabes » sont loin d'avoir contribué à sa consolidation. Cette présentation propose d'analyser les rares tentatives échouées d'élargir les indications de l'avortement dans les pays où il est quasiment interdit, comme au Maroc et en l'Algérie, ou à peine évoqué comme au Liban, et d'explorer l'expérience unique de la Tunisie où le droit à l'avortement est ancré dans la mémoire et la vie des femmes tunisiennes depuis 50 ans. Toutefois, même en Tunisie, les coalitions politiques au pouvoir depuis 2011, dominées par le parti islamiste, n'ont cessé de faire des tentatives pour grignoter ce droit. Ce travail s'appuie sur des observations menées dans le cadre d'activités de recherche qui font ressortir que l'avortement devient de plus en plus inaccessible pour les femmes tunisiennes, alors même que la loi n'a pas encore été modifiée.

Anca Munteanu (CNRS, UMR LADYSS)

Retour critique sur la participation des femmes islamistes à l'espace politique : fonctions, position(nement)s et revendications

Les quotas et listes électorales dédiées aux femmes révèlent des difficultés partagées par les partis tunisiens et marocains concernant l'insertion des femmes au champ politique (Vairel, 2018 ; Desrues & Lopes Garcia, 2008 ; Desrues & Kirhlani, 2010). Dans ce contexte, l'arrivée au pouvoir d'Ennahdha, en Tunisie, et du Parti de la justice et du développement (PJD), au Maroc, a conduit à l'intégration de leurs militantes en politique (Du Chauffaut, 2011 ; El Haitami, 2016). Mais, selon quels critères ? Cette communication analysera les chemins d'engagement militant des femmes d'Ennahdha et du PJD et leurs modalités d'accès au domaine politique. Elle interroge le rôle de ces militantes au sein des deux partis et sur la scène politique (inter)nationale. Par ailleurs, elle documentera la manière dont ces femmes islamistes se sont positionnées dans les débats récents concernant la réforme de droits des femmes en Tunisie et au Maroc. La perspective comparative Tunisie – Maroc vise à mettre en lumière la circulation de modèles (discours et revendications, etc.) entre les militantes islamistes de ces deux pays. Pour ce faire, cette communication s'appuie sur les témoignages des femmes militantes recueillies entre 2016 et 2020 dans plusieurs villes de la Tunisie et du Maroc.